

Vale demande le respect des décisions de la table ronde

| Crée le 05.12.2020 à 12h23 | Mis à jour le 05.12.2020 à 12h23

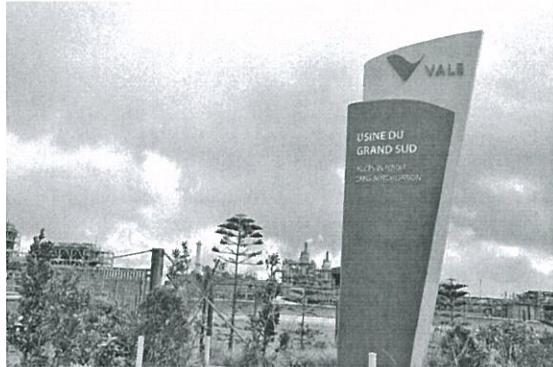


Photo archives LNC

L'industriel indique ce midi dans un communiqué que les blocages n'ont pas été levés aux entrées de la mine et de l'usine de Goro.

Dans un communiqué publié ce midi, Vale NC indique avoir pris « toutes les dispositions pour respecter le protocole d'accord prévu par le relevé de décision issu de la dernière table ronde » et rappelle que l'engagement a été pris de « lever tous les blocages avant vendredi 18h ».

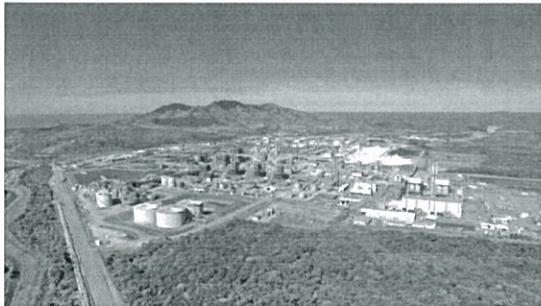
La direction de Vale affirme cependant qu'aujourd'hui, les entrées de l'usine et de la mine de Goro sont encore bloquées, que des équipes de sous-traitants ont essuyé des jets de pierres alors qu'ils travaillaient à la réparation d'un réservoir sur site et que des actes de vandalismes et de vol ont été commis sur la mine.

Vale demande « le respect des engagements pris par les signataires du relevé de décisions » et par conséquent, « l'enlèvement complet de tous les obstacle humains et matériels placés aux entrées et aux abords de l'usine », ainsi que « la mise en place d'un cadre serein de travail pour le personnel et les sous-traitants qui travaillent actuellement à la préservation de leur outil de travail ».

<https://www.lnc.nc/article-direct/nickel/vale-demande-le-respect-des-decisions-de-la-table-ronde>

Vale NC : intervention des forces de l'ordre pour lever les blocages

Lucile Courtot | Crée le 06.12.2020 à 07h55 | Mis à jour le 06.12.2020 à 08h12



Usine du Sud, Vale, aérienne
Photo Archives LNC

L'industriel avait signalé hier samedi que les accès du site de Goro étaient encore bloqués malgré les décisions de la dernière table ronde.

Dans un communiqué publié ce dimanche, Vale NC indique que les forces de l'ordre sont intervenues ce matin pour libérer les accès à la mine et à l'usine du site de Goro.

Une intervention « rendue nécessaire par la nécessité de permettre aux équipes sur site de travailler en sécurité, et pour éviter un arrêt de l'usine d'acide qui serait synonyme, dans cette période, d'une mise en sommeil potentiellement à long terme du site » selon l'industriel.

En fin de communiqué, Vale envoie, par ailleurs, un « appel à un dialogue constructif ».

<https://www.lnc.nc/article-direct/nouvelle-caledonie/mines/nickel/vale-nc-intervention-des-forces-de-l-ordre-pour-lever-les-blocages>

Nouvelle-Calédonie: barrages et violences entre manifestants et forces de l'ordre, Par Le Figaro avec AFP, Publié hier

Des violences ont opposé lundi 7 décembre en Nouvelle-Calédonie forces de l'ordre et manifestants, qui protestent contre la reprise d'une usine de traitement de nickel du Brésilien Vale par un consortium calédonien et international.

Les heurts ont démarré très tôt lundi matin à Nouméa aux abords du bateau qui transporte les salariés de Vale, vers le site de l'usine dans le sud de l'archipel. Les amarres ont été rompues par les manifestants, environ une centaine selon les médias locaux, et le bateau a par la suite été récupéré par les secours en mer alors qu'il menaçait de s'échouer sur des rochers.

Des affrontements ont ensuite opposé forces de l'ordre et manifestants, les grenades lacrymogènes répondant aux jets de pierre, aux entraves à la circulation et aux pneus enflammés. Des voitures et des palettes de bois ont aussi été incendiées. Des heurts se sont produits en plusieurs points de Nouméa, dont des nombreux axes ont été barrés à la circulation entraînant d'importants embouteillages. Un gendarme a été blessé, selon le haut-commissariat de la République.

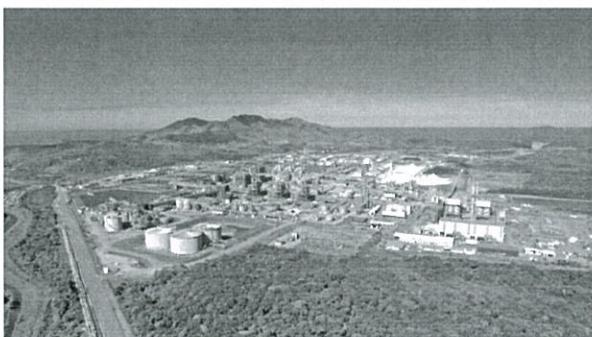
Membres du collectif «usine du sud: usine pays», de l'Instance coutumière autochtone de négociations (ICAN) et de la coalition indépendantiste FLNKS, les protestataires s'opposent à la possible vente dans les tout prochains jours de l'usine de nickel de Vale, adossée au riche gisement de Goro, à un consortium calédonien et international mené par Trafigura, négociant en matières premières basé à Genève. Cette reprise est soutenue par le parti non indépendantiste majoritaire.

Sur le site de l'usine, dont les routes d'accès sont bloquées, la tension est aussi très vive. Six gendarmes, dont deux ont été soignés à l'hôpital, avaient été blessés dimanche lors de précédentes échauffourées. «*Un de nos agents de surveillance a été blessé tandis que les bureaux administratifs et l'usine ont été la cible d'intrusion*», a indiqué lundi la responsable de la communication de Vale-NC. Des barrages ont aussi été dressés sur la commune du Mont-Dore, à hauteur de la tribu de Saint Louis ainsi qu'à Bourail. Dans ce village au nord de la capitale, des loyalistes auraient installé un barrage filtrant au sud avec des drapeaux bleus, blanc, rouge pour exprimer leur «ras-le-bol» tandis qu'au nord un blocage était tenu par les manifestants du collectif «usine du sud: usine pays», de l'ICAN et du FLNKS.

<https://www.lefigaro.fr/demain/societe/nouvelle-caledonie-barrages-et-violences-entre-manifestants-et-forces-de-l-ordre-20201207>

Risque industriel à Vale NC : le plan particulier d'intervention est déclenché

P. Ch. | Crée le 08.12.2020 à 16h35 | Mis à jour le 08.12.2020 à 17h11



Une vue aérienne de l'usine du Sud, ValeNC.
Photo Archives LNC

Le gouvernement indique à demi-mot que des personnes extérieures à Vale NC se sont introduites sur le site de l'usine du Sud et estime qu'un " risque industriel pèse désormais sur la population, au-delà de l'usine, de ses employés, de ses sous-traitants et de l'environnement ".

Le président du gouvernement Thierry Santa a décidé de déclencher le plan particulier d'intervention (PPI) Vale NC, indique le gouvernement dans un communiqué diffusé ce mardi après-midi. Cette décision a été prise en raison des récentes et multiples dégradations et intrusions constatées sur le site de l'usine du Sud.

En quoi consiste le PPI ?

Le PPI est destiné à assurer " la continuité de la maîtrise du risque industriel qui pèse désormais, au-delà de l'usine, de ses employés, de ses sous-traitants et de l'environnement, sur la population ", explique le gouvernement.

Il s'agit très concrètement de protéger les populations ou d'éviter un désastre écologique de grande ampleur.

Quels sont les risques ?

L'usine du Sud s'étend sur 73 hectares. C'est une installation " classée pour la protection de l'environnement (ICPE) à haut risque industriel, l'équivalent de Seveso 2, qui comporte de nombreux dangers ", précise encore le gouvernement.

Elle abrite en effet une des plus grosses unités de production d'acide sulfurique au monde. En cas d'explosion, un nuage toxique de bonne taille peut s'en échapper. C'est la raison aussi pour laquelle chaque personne sur le site doit porter à la ceinture un masque de protection.

Qui fait quoi ?

Le centre opérationnel du gouvernement se prépare à mobiliser ses moyens et à intervenir en fonction de l'évolution de la situation.

La cellule " risque technologique " de la direction de la Sécurité civile et gestion des crises pourrait être prochainement envoyée sur place, si les conditions de passage le permettent.

Nouvel appel au calme

Le président du gouvernement en appelle une nouvelle fois " à la responsabilité des manifestants afin qu'ils laissent passer les acteurs de la sécurité civile engagés sur cette action, et espère que ceux qui s'introduisent sur ce site ont pleinement conscience du danger qu'ils font peser sur eux-mêmes et sur de nombreux Calédoniennes et Calédoniens si un accident venait à se produire ".

" Une nouvelle fois, le président du gouvernement appelle au calme, à la responsabilité de tous et à la reprise du dialogue ", conclut le communiqué.

<https://www.lnc.nc/article-direct/nouvelle-caledonie/mines/risque-industriel-a-vale-nc-le-plan-particulier-d-intervention-est-declenche>

Nickel : barrages et blocages se poursuivent en Nouvelle-Calédonie

Par Le Figaro avec AFP, Publié il y a 4 heures

Blocages et barrages routiers se sont poursuivis mardi 8 décembre en Nouvelle-Calédonie où indépendantistes et autorités coutumières kanak s'opposent à la cession de l'usine de nickel de Vale à un consortium local et international, a constaté l'AFP.

Les barrages routiers avec branchages, pneus et voitures en feu ont notamment concerné les communes du Mont-Dore et de Païta, dans la banlieue de Nouméa, ainsi que le village de Bourail. Tenus par des manifestants pour la plupart encagoulés, ils étaient alternativement filtrants ou bloquants, à l'exception de la route à hauteur de la tribu de Saint-Louis au Mont-Dore, infranchissable.

Les accès à l'usine de Vale dans le sud et plusieurs sites miniers de la Société Le Nickel étaient également bloqués. Le gouvernement local a annoncé le déclenchement du Plan particulier d'intervention (PPI) à Vale, installation classée à Haut risque industriel, compte tenu de ces perturbations.

Ces actions sont menées par le collectif «*usine du sud: usine pays*», et par l'Instance coutumière autochtone de négociations (ICAN) avec le soutien des indépendantistes du FLNKS. Ils s'opposent à la reprise de l'usine métallurgique de nickel et de cobalt du groupe brésilien Vale par un consortium calédonien et international, mené par le trader en matières premières basé en Suisse, Trafigura. Ils défendaient une offre concurrente, non retenue par Vale, portée par la Société financière de la province nord (Sofinor) et reposant sur un partenariat entre des intérêts publics calédoniens (56%) et Korea Zinc. Mais lundi soir, le groupe coréen a annoncé qu'il se retirait. «*La Nouvelle-Calédonie perd un industriel de dimension internationale, spécialisé dans l'hydrométallurgie. C'est dommage*», a déploré Ulrich Reber, chargé de mission à la Sofinor, qui a toutefois annoncé travailler «*sur un plan B avec un autre industriel*».

Dans un communiqué, le collectif a mis en cause «*des pressions exercées par le ministère des affaires étrangères français auprès (...) de son homologue coréen*», pour que Korea Zinc se retire de ce sensible dossier calédonien. «*On s'en doutait mais ça ne change rien. Trafigura ne mettra jamais les pieds ici et notre mobilisation se poursuit*», a déclaré Raphaël Mapou, figure de proue du collectif, lors d'un «*sit-in pacifique*» devant le commissariat de police de Nouméa où 47 militants étaient en garde à vue après des violences urbaines lundi.

De son côté, le FLNKS a indiqué qu'il «*boycottait désormais toutes les réunions avec l'État*», et notamment la rencontre prévue jeudi en visioconférence avec le ministre des outre-mer, Sébastien Lecornu, sur le nickel dans le cadre des discussions sur l'avenir politique de l'archipel.

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/nickel-barrages-et-blocages-se-poursuivent-en-nouvelle-caledonie-20201208>

Vale. Des militants devant l'usine

Faits divers / Justice - 08/12/2020 à 11:38



Depuis ce matin la mobilisation de l'ICAN et du collectif n'a pas vraiment ralenti. Les militants occupent toujours le terrain, notamment à Goro sur le site de l'usine du sud.

Depuis ce matin la mobilisation de l'ICAN et du collectif n'a pas vraiment ralenti. Après les violences d'hier et malgré l'annonce du retrait de Korea Zinc les militants occupent

toujours le terrain, notamment à Goro sur le site de l'usine du sud.

Si la nuit a été plutôt calme sur le site de l'usine du sud les accès sont toujours bloqués et l'usine elle-même reste en configuration de veille et tourne au ralenti. Ce matin un groupe de militants s'est positionné devant l'entrée principale en proférant des menaces et des insultes à l'encontre du personnel et de la direction de Vale NC et une tentative d'intrusion a été maîtrisée par les agents de sécurité du site.



Des photos de l'intérieur du site

Notez que du côté de la SLN cette fois les militants du collectif paralysent totalement les sites de Thio et de Kouaoua.

<https://rrb.nc/article/vale-des-militants-devant-l-usine>

[VIDÉO] Evacué et mis en arrêt d'urgence, le complexe industriel de Vale est « tenu » par les gendarmes

Jean-Alexis Gallien-Lamarche | Crée le 10.12.2020 à 15h15 | Mis à jour le 10.12.2020 à 20h43



L'usine du Sud, le jeudi 10 décembre : des affrontements ont conduit la direction de Vale NC à fermer le site. Capture d'écran FB

Cette évacuation fait suite à des intrusions sur le site de Goro. L'avenir de l'usine de nickel du Sud cristallise les tensions depuis plusieurs semaines maintenant.

[19 h 17] "L'évacuation du personnel non indispensable à la mise en sécurité du site a été effectuée. Les installations ont été mises à l'arrêt selon la procédure d'urgence", confirme la sécurité civile. "Il est rappelé que tout dommage sur les installations de l'usine ou de la centrale pourrait avoir des conséquences graves pour les populations et l'environnement à proximité du site. En cas de fuite de produits chimiques, des mesures particulières pourraient être mises en oeuvre", poursuit la sécurité civile, qui demande donc à la population de rester à l'écoute des communiqués.



<https://youtu.be/6hu9qJG5XgI>

Le communiqué envoyé ce jeudi soir confirme que "depuis 15 h, Vale et la centrale de Prony Energies font face à des intrusions, et des départs d'incendies sont à déplorer. Les forces de l'ordre sont sur place et empêchent l'accès aux zones les plus dangereuses de ces installations, classées à haut risque industriel".

"Nous devons reprendre le chemin du dialogue"

Plusieurs appels au calme et à la responsabilité de tous ont à nouveau été lancés. Par le président du gouvernement ainsi que Philippe Gomès, député de Calédonie ensemble. "Plus que jamais nous devons reprendre le chemin qui a été abandonné, le seul qui vaille dans notre pays : celui du dialogue afin de construire un consensus sur le dossier de la reprise de l'usine du Sud", écrit ce dernier. "Chaque combat peut avoir sa légitimité. Mais la destruction de l'outil de travail n'en a aucune."

[19 heures] "On a perdu l'usine du sud, on est au chômage pour 4 mois", réagit un des salariés de Vale à son arrivée par bateau à Nouméa. 314 des 360 employés qui se trouvaient sur place ont été évacués. L'usine est en arrêt d'urgence mais du côté de Vale NC, on ne parle pas de fermeture. La centrale serait elle aussi arrêtée.

[17 heures] Dans un communiqué, le haussariat indique qu'en début d'après-midi, "plusieurs tentatives d'intrusion se sont déroulées sur le site industriel "Seveso" (site présentant des risques d'accident majeur) de Vale NC. Des gendarmes ont été menacés par des véhicules aux portes de l'usine Vale NC. Les forces de l'ordre ont dû faire usage des armes pour repousser deux pickups qui fonçaient sur les gendarmes. Des dégradations ont été une nouvelle fois commises et un bâtiment administratif incendié".

Aucune blessé à déplorer

"A cette heure, aucun blessé n'est à déplorer et le site de l'usine Vale NC est tenu par les forces de l'ordre. La gendarmerie a fait le nécessaire pour empêcher toute intrusion."

Le Haut-commissaire de la République "condamne fermement ces actes irresponsables qui mettent en danger les personnels de la Gendarmerie nationale et les salariés de l'usine ainsi que la sécurité de ce site industriel sensible (...)".



L'usine du Sud, le jeudi 10 décembre : des affrontements ont conduit la direction de Vale NC à fermer le site. Capture d'écran FB

[15:15] Selon nos informations, la direction de Vale NC procède actuellement à une évacuation du complexe industriel de Prony.

Plus de 360 personnes, actuellement sur site, seraient concernées.

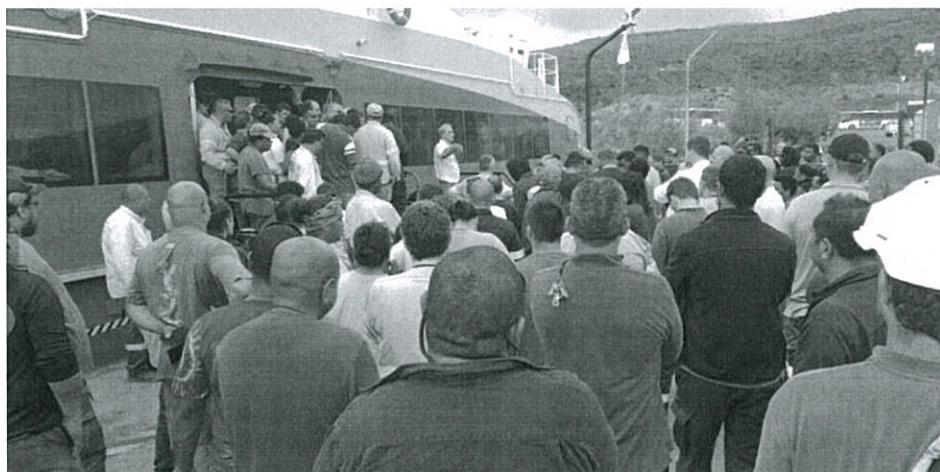
Cette procédure ferait suite à des intrusions sur ce site classé « haut risque industriel », l'équivalent de Seveso II en Métropole.

Le complexe métallurgique de Prony est dans une situation critique en raison des blocages depuis la mi-novembre. L'hypothèse d'un arrêt de l'usine d'acide était évoquée pour la fin de semaine. Cet événement pourrait accélérer cette décision.

<https://www.lnc.nc/article-direct/nouvelle-caledonie/sud/yate/faits-divers/video-evacue-et-mis-en-arret-d-urgence-le-complexe-industriel-de-vale-est-tenu-par-les-gendarmes>

L'usine du Sud dans « une atmosphère de guerre »

Jean-Alexis Gallien-Lamarche jeanalexis.gallien@lnc.nc | Crée le 10.12.2020 à 11h29 | Mis à jour le 10.12.2020 à 23h03



Les employés de Vale évacués en attente de prendre la navette. Photo DR

Un nouveau degré de violence a été franchi. Tandis que les blocages et contre-blocages mettent la population sous tension, des personnes ont pris d'assaut le complexe industriel de Vale, obligeant plus de 300 salariés à quitter précipitamment leur poste. Les gendarmes n'ont eu d'autre choix que de riposter à balles réelles.

L'assaut, soudain et coordonné, a plongé l'usine du Sud dans la crise la plus grave qu'elle a eu à gérer. Le scénario paraissait inimaginable et s'est pourtant bien produit dans la journée de jeudi. Il a fait basculer le combat de l'Ican et du collectif « usine Pays » dans une nouvelle dimension. Car si la population monte en pression à cause des blocages et des contre-blocages, la prise d'assaut du complexe industriel entraîne plus de 3 000 emplois directs et indirects, et au-delà le pays tout entier, au bord du précipice.

À quelques jours des fêtes de Noël, ce sont donc autant de familles qui vont vivre dans l'incertitude, celle de retrouver leur outil de travail un jour. Car c'est bien à leur usine, dont la cession au consortium Prony Resources a été actée mercredi, faisant basculer le territoire dans une vague de violences, qu'un groupe d'au moins une cinquantaine de personnes, s'est attaqué.

Situation ingérable sur site

Depuis la mi-novembre, les opposants à Prony Resources ne relâchent pas la pression aux abords du site industriel. Mais ces derniers jours ont été éprouvants. Pour les ouvriers et les cadres. Pour les gendarmes, aussi, qui maintiennent autant que possible un calme tout relatif aux abords de l'entrée du site désormais libéré. Dès les premières lueurs du jour, jeudi, le ton a été donné. Les manifestants, qui avaient dérobé la nuit précédente des engins miniers et de chantier, pilonnent de pierres la soixantaine de gendarmes mobiles.



L'incendie a entièrement détruit le poste de sécurité à l'entrée de l'usine. Photo DR

À la mi-journée, les tentatives d'intrusion s'accélèrent sur ce site de 73 hectares. L'action est préparée, la situation devient ingérable. Les blindés de la gendarmerie permettent de garder de la distance avec les militants qui se transforment alors en assaillants.

Avec quatre camions de 100 tonnes, les casseurs, dont les intentions ne font plus de mystère, tentent de percer le barrage des forces de l'ordre. Certains sabotent les caméras de vidéosurveillance de l'usine. D'autres sautent dans les bennes de pick-up qui les conduisent aux portes de l'usine, à une centaine de mètres des gendarmes. L'autorisation est donnée en plus haut lieu pour stopper ce convoi menaçant. Le bruit des tirs des fusils d'assaut retentit.



Des émeutiers se sont confrontés aux gendarmes mobiles qui ont fini par ouvrir le feu pour protéger le complexe industriel de toute intrusion. Photo DR

Les militaires sont obligés de se replier, larguant par dizaine des grenades lacrymogènes. Les agresseurs réussissent à pénétrer dans la zone administrative du site par l'entrée « Vale 4 », multipliant les dégradations, jusqu'à incendier un bâtiment (le poste de sécurité) avant d'être repoussés une bonne fois pour toutes.

Leur coup de force, filmé et diffusé sur les réseaux sociaux, provoque l'émoi et l'incompréhension. La sirène se met à retentir. L'usine, classée « haut risque industriel » (l'équivalent de Seveso II en Métropole, c'est-à-dire présentant des risques d'accident majeur) est placée en arrêt d'urgence. Les procédures de mise en sécurité du site et d'évacuation du personnel sont activées (lire en page 3).

L'usine d'acide à l'arrêt

La centrale de Prony Énergies est arrêtée. L'usine d'acide, également. Une décision aux conséquences désastreuses car elle pourrait conduire à un arrêt complet du site industriel pour une durée indéterminée.

Quoi qu'il arrive, la réouverture de l'usine d'acide prendra beaucoup de temps et coûtera des centaines de millions de francs.

« Il est rappelé que tout dommage sur les installations de l'usine ou de la centrale pourrait avoir des conséquences graves pour les populations et l'environnement à proximité de l'usine. En cas de fuite de produits chimiques, des mesures particulières pourront être mises en œuvre », souligne la Sécurité civile, chargée de piloter le Plan particulier d'intervention (PPI).

En quelques minutes, 314 employés de l'entreprise et sous-traitants quittent précipitamment leur poste pour rejoindre le port de Goro. La direction a décidé de leur exfiltration par le navire *Vale Grand Sud*. « *Toutes les personnes ont reçu les messages d'alerte, l'évacuation s'est passée dans de bonnes conditions* », confie-t-on en interne.



Les salariés de Vale et les sous-traitants ont été évacués dans l'après-midi. Photo DR

À 18h30, 314 personnes débarquent à Nouméa sous les applaudissements de leurs amis. Ils ont laissé derrière eux quarante collègues, chargés d'assurer le service minimum sur le complexe. Tandis que les agents de la brigade d'intervention de Vale NC éteignaient les flammes du poste de sûreté, un hélicoptère Puma débarquait une équipe de l'unité d'élite du GIGN pour prêter main-forte aux gendarmes mobiles. S'il n'y a pas encore eu d'interpellation, à l'heure où nous écrivions ces lignes jeudi, il n'y a pas eu non plus de blessé. C'est peut-être le plus important tant cette tentative de prise de contrôle de l'usine aussi violente qu'imprévisible.

<https://www.lnc.nc/article/nouvelle-caledonie/faits-divers/l-usine-du-sud-dans-une-atmosphere-de-guerre>

Nouvelle-Calédonie : les blocages se poursuivent contre la vente d'une usine de nickel



Les opposants au projet de rachat par un consortium défendaient une offre concurrente, non retenue par l'actuel propriétaire, Vale.

AFP/Marc Le Chelard Par **Le Parisien avec**

AFP 8 décembre 2020 à 10h37

Blocages et barrages routiers se sont poursuivis mardi en Nouvelle-Calédonie où indépendantistes et autorités coutumières kanaks s'opposent à la cession de l'usine de nickel de Vale à un consortium local et international. Les barrages routiers avec branchages, pneus et voitures en feu ont notamment concerné les communes du Mont-Dore et de Païta, dans la banlieue de Nouméa, ainsi que le village de Bourail.

Tenus par des manifestants pour la plupart encagoulés, ils étaient alternativement filtrants ou bloquants, à l'exception de la route à hauteur de la tribu de Saint-Louis au Mont-Dore, infranchissable.

Les accès à l'usine de Vale dans le sud et plusieurs sites miniers de la Société Le Nickel étaient également bloqués. Le gouvernement local a annoncé le déclenchement du Plan particulier d'intervention (PPI) à Vale, installation classée à Haut risque industriel, compte tenu de ces perturbations.

Offre concurrente

Ces actions sont menées par le collectif « usine du sud : usine pays », et par l'Instance coutumière autochtone de négociations (ICAN) avec le soutien des indépendantistes du FLNKS. Ils s'opposent à la reprise de l'usine métallurgique de nickel et de cobalt du groupe brésilien Vale par un consortium calédonien et international, mené par le trader en matières premières basé en Suisse, Trafigura.

Ils défendaient une offre concurrente, non retenue par Vale, portée par la Société financière de la province nord (Sofinor) et reposant sur un partenariat entre des intérêts publics calédoniens (56 %) et Korea Zinc. Mais lundi soir, le groupe coréen a annoncé qu'il se retirait.

« La Nouvelle-Calédonie perd un industriel de dimension internationale, spécialisé dans l'hydrométallurgie. C'est dommage », a déploré Ulrich Reber, chargé de mission à la Sofinor, qui a toutefois annoncé travailler « sur un plan B avec un autre industriel ».

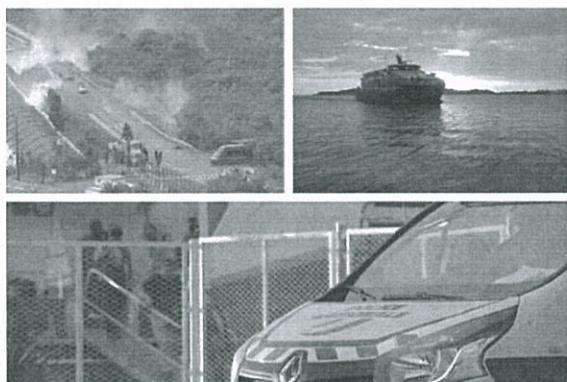
Boycott des réunions avec le gouvernement

Dans un communiqué, le collectif a mis en cause « des pressions exercées par le ministère des Affaires étrangères français auprès [...] de son homologue coréen », pour que Korea Zinc se retire de ce sensible dossier calédonien.

« On s'en doutait mais ça ne change rien. Trafigura ne mettra jamais les pieds ici et notre mobilisation se poursuit », a déclaré Raphaël Mapou, figure de proue du collectif, lors d'un « sit-in pacifique » devant le commissariat de police de Nouméa où 47 militants étaient en garde à vue après des violences urbaines lundi.

De son côté, le FLNKS a indiqué qu'il « boycottait désormais toutes les réunions avec l'Etat », et notamment la rencontre prévue jeudi en visioconférence avec le ministre des Outre-mer, Sébastien Lecornu, sur le nickel dans le cadre des discussions sur l'avenir politique de l'archipel.

Violences à l'usine du Sud : les salariés évacués, le site mis à l'arrêt



©NC La 1ère et DR

L'usine de Vale NC a été le théâtre, ce jeudi après-midi, de violents affrontements entre des manifestants et les forces de l'ordre. Les gendarmes ont dû faire usage de leurs armes pour stopper des tentatives d'intrusion. Plus

de 300 salariés ont été évacués.

Coralie Cochin avec la rédaction de NC La 1ère . Publié le 10 décembre 2020 à 22h23, mis à jour le 10 décembre 2020 à 22h48

La situation s'aggrave un peu plus chaque jour, sur le dossier de l'usine du Sud. Et cette fois, c'est le **site industriel**, lui-même, qui a été visé.

En début d'après-midi, l'**usine de Vale NC et la centrale de Prony énergies** ont été la cible de plusieurs tentatives d'intrusions « *par un groupe de personnes extrêmement déterminées et pour certaines violentes* », précise le haut-commissaire Laurent Prévost.

Usage des armes par les gendarmes

Menacés par des véhicules à l'entrée de Vale NC, les gendarmes « *ont dû faire usage des armes pour repousser deux pickups qui fonçaient* » sur eux, précise le haut-commissaire.

Afin d'assurer la sécurité de ses salariés, la direction de Vale NC a pris la décision d'**évacuer le personnel**, soit plus de 300 personnes qui ont quitté le site et regagné Nouméa sous escorte, avec la navette maritime de l'entreprise. « *On a reçu des ordres de se confiner dans un endroit pour nous tenir à l'écart de toute agression, dès qu'on sortait, on recevait des jets de pierres, des insultes* », témoigne, entre colère et tristesse, une salariée de Vale NC.

On a reçu des ordres de se confiner dans un endroit pour nous tenir à l'écart de toute agression, dès qu'on sortait, on recevait des jets de pierres, des insultes.

Une salariée de Vale NC



©Laura Schintu/NC La 1ère

Départ d'incendie

En fin d'après-midi, la direction de Vale déclarait « *la situation sous contrôle* ». Mais beaucoup, parmi les salariés, craignent de perdre leur outil de travail, **la centrale électrique et l'usine d'acide ayant été mises à l'arrêt**, par mesure de sécurité également.

Plus tôt dans la journée, un **incendie s'est aussi déclaré à hauteur des bâtiments administratifs de l'usine**.



Une partie des bâtiments administratifs a pris feu.. ©Auteur anonyme

Le site industriel mis en difficulté

Les tentatives d'intrusions sur ce **site classé Seveso** (site présentant des risques d'accident majeur) ont été fermement condamnées par le haut-commissaire de Nouvelle-Calédonie. Il s'agit, selon lui, d'actes « *totalemen irresponsables qui mettent en péril un site industriel et qui v(ont) décourager à long terme, quels que soient les investisseurs, de venir en Nouvelle-Calédonie* ».

Ce constat, Laurent Prévost dit qu'il a « *eu l'occasion de (le) partager avec plusieurs responsables politiques de Calédonie depuis le début de l'après-midi* », a-t-il dit. « *Je pense que tout le monde en a conscience.* »

Il faut maintenant que ça cesse et que l'on revienne au calme et au respect de la loi sur le site, comme partout d'ailleurs en Nouvelle-Calédonie.

Laurent Prévost, haut-commissaire de Nouvelle-Calédonie

Des risques humains et environnementaux

Certains élus ont réagi à ces violences survenues à l'usine du Sud.

Pour la présidente de la province Sud Sonia Backès, « *ces actes inqualifiables pourraient avoir des conséquences dramatiques sur les populations avoisinantes, sur l'environnement du Grand Sud et pourraient remettre en question les 3 000 emplois directement liés à l'activité de l'usine* ».

Pour sa part, le député Philippe Gomès a estimé que « *chaque combat peut avoir sa légitimité, mais la destruction de l'outil de travail n'en est pas une* ».

L'Etat appelle à la reprise du dialogue

Le Ministre des Outre-Mer Sébastien Lecornu condamne fermement, lui aussi, les tentatives d'intrusion dans l'usine de Vale NC. Il en appelle au calme et estime que « *l'avenir de la Nouvelle-Calédonie passera avant tout par le dialogue* », tout en rappelant que « *l'Etat « s'(y) engage* ». Mais au terme de cette journée éprouvante pour le pays, **les forces politiques de la Nouvelle-Calédonie sont loin d'avoir retrouvé la table du dialogue**. Les indépendantistes ont refusé de participer à la 3ème rencontre par visioconférence du « groupe Leprédour » avec le ministre des Outre-mer, qui se tient ce jeudi soir au haussariat, à Nouméa.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/violences-a-l-usine-du-sud-evacuation-et-mise-a-l-arret-du-site-901532.html>

Violences en Nouvelle-Calédonie contre la cession de l'usine Vale au consortium Prony Resources

MYRTILLE DELAMARCHE QUOTIDIEN DES USINES , INTERNATIONAL , NOUVELLE-CALÉDONIE , ERAMET , VALE

PUBLIÉ LE 10/12/2020 À 17H37

A Goro en Nouvelle-Calédonie, l'usine du sud, un site classé Seveso où Vale NC transforme le nickel et le cobalt par hydrométallurgie à l'acide sulfurique, a été évacuée et placée sous la protection des gendarmes qui ont fait usage de leurs armes, le 10 décembre, après des tentatives d'intrusion.



L'usine hydrométallurgique de Vale Nouvelle-Calédonie, classée Seveso, est placée sous la protection des gendarmes après des tentatives d'intrusion. © Vale Agency

La confirmation par Vale, le 9 novembre, de la cession de son usine calédonienne de nickel et de cobalt de Goro au sud de la Nouvelle-Calédonie au consortium Prony Resources a provoqué une escalade des violences de la part d'opposants qui se réclament des indépendantistes et des chefferies kanak. Le 10 décembre, l'usine Vale NC a été évacuée et placée sous la protection de la gendarmerie qui a dû faire usage de ses armes pour arrêter une tentative d'intrusion sur ce site classé Seveso. Un bâtiment administratif a été incendié.

« Ce jeudi 10 décembre, plusieurs tentatives d'intrusion se sont déroulées sur le site industriel "Seveso" de Vale NC. Des gendarmes ont été menacés par des véhicules aux portes de l'usine Vale NC. Les forces de l'ordre ont dû faire usage des armes pour repousser deux pick-up qui fonçaient sur les gendarmes », décrit le Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie dans un point de situation. « A cette heure [16h à Nouméa, Ndlr], aucun blessé n'est à déplorer et le site de l'usine Vale NC est tenu par les forces de l'ordre. »

Incontournables partenaires industriels

Le collectif « Usine du sud: usine pays » et l'Instance coutumière autochtone de négociations (Ican), soutenus par les indépendantistes du FLNKS, sont les fers-de-lance de l'opposition à cette cession. Ils dénoncent « *la mainmise des multinationales sur les richesses du pays* ».

Mais les mêmes indépendantistes contrôlent l'usine de nickel de Koniambo, au Nord de la Nouvelle-Calédonie, aux côtés de Glencore (49%), concurrent suisse de Trafigura (présent à 25% dans le consortium Prony Resources). Ils revendentiquent la réattribution de l'usine de Vale NC et du gisement de nickel de Goro à des actionnaires calédoniens, avec un partenaire industriel qui reste à trouver après que Korea Zinc a retiré son offre, en partenariat avec Sofinor.

Dans le projet de Prony Resources, 50% des parts seraient réservées à des Calédoniens si l'on comptabilise les 20% des provinces calédoniennes, les 23% d'actionnariat salarié et 7% qui seraient ouverts à la société civile calédonienne.

Le barrage minier de Goro est « stable »

Les opposants à la cession ont également exprimé des inquiétudes sur la stabilité du barrage minier qui retient les résidus miniers de Vale NC, sa maison-mère brésilienne ayant connu plusieurs ruptures dramatiques sur de tels ouvrages au Brésil. Un rapport récent du cabinet d'ingénierie Mecater considère que « la stabilité à long terme est garantie avec une marge de sécurité très confortable », sauf en cas de forts séismes. Les auteurs du rapport rappellent aussi le projet de stockage à sec des résidus, prévu d'ici à 2023. Un projet soutenu par l'Etat français.

Dommages collatéraux à la SLN

Les violences en cours ont également provoqué l'arrêt de l'approvisionnement en minerai de la SLN (groupe Eramet) à Nouméa. L'usine de Doniambo a dû tourner les derniers jours sur ses stocks. Les sites miniers de la SLN sont bloqués et la Serpentine, le convoyeur qui descend le minerai du site minier de Kouaoua, sur la côte est de l'île, vers la mer a une nouvelle fois été incendié, après une vingtaine de précédents. Les salariés, auxquels Eramet a conseillé de rester chez eux, décrivent une ambiance qui se rapproche de celle qu'ils ont connue dans les années 1980.

<https://www.usinenouvelle.com/article/violences-en-nouvelle-caledonie-contre-la-cession-de-l-usine-vale-au-consortium-prony-resources.N1038929>